



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Aux-Etats-Unis-aussi>

Aux États-Unis aussi...

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2004 - N° 1040 - février 2004 -

Date de mise en ligne : vendredi 10 novembre 2006

Date de parution : février 2004

Description :

« Tout d'abord, le grand mythe qui trouble les gens lorsqu'on mentionne le mot "économie", c'est l'argent »

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Aux États-Unis aussi la "science" économique est remise en question. Georges Gaudfrin nous a transmis le texte d'une conférence faite près de Washington par Lyndon LaRouche, le 2 septembre 2003, dont de nombreux passages sont en parfait accord avec les idées exposées dans le dossier sur la monnaie que nous avons publié de décembre 2002 à décembre 2003.

Dès son introduction [1], Lyndon LaRouche met les choses au point : « Tout d'abord, le grand mythe qui trouble les gens lorsqu'on mentionne le mot "économie", c'est l'argent... Moi je dis qu'un système basé sur l'argent est un non sens, intrinsèquement, parce que ce n'est que du papier, c'est un système arbitraire, sans aucun contenu physique ». Et il aborde un fait que nos économistes monétaires passent régulièrement sous silence : « Son émission devrait être réservée aux gouvernements. L'un des grands maux que nous devons traiter est que certains intérêts privés créent de l'argent et le mettent en vente sur le marché ».

Pour lui, l'origine du mauvais fonctionnement de l'économie est que les banques commerciales privées revendiquent le monopole d'émission de la monnaie alors que c'est la tâche d'un gouvernement souverain. La vraie science économique, c'est celle qui permet à l'homme de développer sa capacité à découvrir des principes physiques universels et à les utiliser. Ce processus de développement humain englobe l'enseignement, la formation du caractère, les relations familiales, la création artistique, etc. Mais ce qui détermine la productivité d'un individu et donc de la richesse, ce sont, outre le système d'éducation mis en oeuvre dans la société dans laquelle il vit, les infrastructures dont il peut disposer (production et distribution de l'électricité, transports, degré de contrôle de l'environnement, gestion de l'eau, des forêts, etc.) mais aussi les conditions sociales, la santé publique,... toutes choses qui relèvent de la responsabilité du gouvernement.

Dans un tel contexte, le temps individuel prend une valeur inestimable car « l'essentiel, pour chacun d'entre nous, c'est notre développement. [...] Nous sommes des êtres humains capables d'assimiler les contributions culturelles des générations précédentes. Nous sommes capables de résoudre les problèmes que nous ont laissés les générations précédentes. Tout ce que nous faisons pour nous développer dans ce but ou promouvoir le développement de la culture est essentiel pour la société. Le potentiel productif de la population dépend du développement de l'individu. L'essentiel de ce développement ne s'acquiert pas dans la vie professionnelle. Il se fait avant que l'enfant ne commence à travailler, ou avant le moment où l'on devrait lui demander de travailler. C'est cette qualité de développement que l'on a permis à l'individu d'acquérir qui détermine de façon décisive sa productivité. Même si ce temps n'est pas rémunéré. Ainsi, il n'existe pas toujours de lien avec l'argent. Par conséquent, il est important d'économiser le temps des gens... ». Et L. LaRouche se borne à donner un exemple : « en réduisant la durée de leur trajet pour se rendre au travail. »

Mais pour continuer à garder le pouvoir, « les banquiers et autres parasites » ont mis en place tout un système de conditionnement des individus passant par la réduction généralisée de leur niveau de vie, l'acculturation, les jeux, la drogue...

Et c'est ainsi que fonctionne l'économie actuelle : « Nous nous trouvons aujourd'hui dans une crise parce que nous avons perdu de vue le sens de ce qu'est une économie. Nous substituons aux responsabilités du gouvernement des systèmes monétaires contrôlés par des intérêts privés. Le résultat, c'est une économie en plein effondrement.

Le problème réside en grande partie dans la tête des citoyens qui ont subi un lavage de cerveau et croient au libre-échange ».

Allant plus loin dans la même optique, Jacques Cheminade propose « d'abolir le pacte de stabilité européen pour construire des hôpitaux, des ports, des canaux, des TGV ». Il explique comment ce pacte impose à toute la politique européenne une contrainte financière à court terme, « sans la moindre logique économique ou humaine ». On sacrifie ainsi l'avenir « sur l'autel des gains de banque, de bourse ou de jeu ». "Pas rentable" devient le leit-motiv des dirigeants et des responsables politiques européens, qui comprennent parfaitement l'absurdité de la situation, mais qui ont peur de "rompre avec le système" où ils ont fait carrière. Certains pays (la France, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique) ont parlé de desserrer les contraintes du pacte de stabilité en en sortant les dépenses militaires, de recherche, d'investissement, mais la Commission ne veut pas entendre parler du moindre assouplissement du pacte malgré l'avis de son président, Romano Prodi, qui en a qualifié la logique de "stupide". Bien plus, elle a appelé les États membres à prendre des mesures plus rigoureuses, notamment en matière de retraites et de santé. Ce qui, en clair, veut dire : pas d'argent pour les retraites, les hôpitaux, les infrastructures de base mais tout pour les établissements financiers. Bref, "le critère de rentabilité financière s'impose aux experts dont les travaux servent de référence aux politiques, et au bout du tunnel, l'on se fracasse contre le mur de l'argent ». Pour essayer de s'en sortir, les politiques et leurs experts font appel à des artifices de financement tout à fait insuffisants comme le relèvement de la TIPP sur le gazole, la mobilisation des fonds de la Caisse des dépôts et consignations, le lancement de grands chantiers avec un prélèvement sur les excédents des livrets d'épargne populaire européens, ...

« En réalité, nous dit Cheminade, la seule solution permettant le nécessaire essor des équipements au sein de l'Union européenne, et au delà dans l'articulation eurasiatique, est d'abroger une fois pour toute le pacte de stabilité et de mettre en place un système de financement à long terme des infrastructures, organisé par les banques nationales des États, en coordination avec les intérêts privés ». Pour construire l'avenir, il faut « mobiliser les citoyens à l'intérieur de nos frontières, en Europe et dans le monde » en développant leurs capacités créatrices grâce à l'éducation, la recherche, la santé publique, plutôt que sur l'impératif financier. Contrairement à ce qui s'écrit couramment, « l'économie, ce n'est pas la gestion de ressources rares et les profits financiers, [...] mais le progrès technologique et le développement des infrastructures [...] C'est l'équipement du territoire et de la pensée, non la comptabilité d'un présent stérile ».

[1] Dans Nouvelle Solidarité, 03/10/03.